

Précisions méthodologiques

PHASE 3 : Préconisations et élaboration d'un plan d'actions opérationnel

3

Objectifs :

- ✓ Définir des pistes d'actions avec les acteurs et partenaires, incluant la prise en compte du regard des personnes concernées
- ✓ Formaliser le plan d'actions associé
- ✓ Construire un observatoire des besoins sociaux qui pourra ensuite être utilisé et mis à jour par la communauté de communes

Modalités de travail

Etape 3.2 : Formalisation des fiches actions et indicateurs associés

- Formalisation des enseignements de la concertation sous la forme de pistes d'actions prioritaires incluant la définition des indicateurs associés

Formalisation d'un compte-rendu des productions du séminaire et du groupe de travail sous forme de fiches actions détaillées. Une présentation argumentée de chaque piste d'action sera un préalable à la mise en débat du projet et à son enrichissement

- Proposition d'un observatoire social du territoire

Nous vous proposons de **construire un observatoire social sous forme de livrable intuitif (feuille Excel)** pour faciliter la lecture des enjeux et l'actualisation des données clés du territoire. Cet outil sera notamment élaboré sur la base de données actualisables annuellement. Il sera accompagné d'un tutoriel pour faciliter sa mise à jour annuelle et permettre une lecture dynamique du territoire.

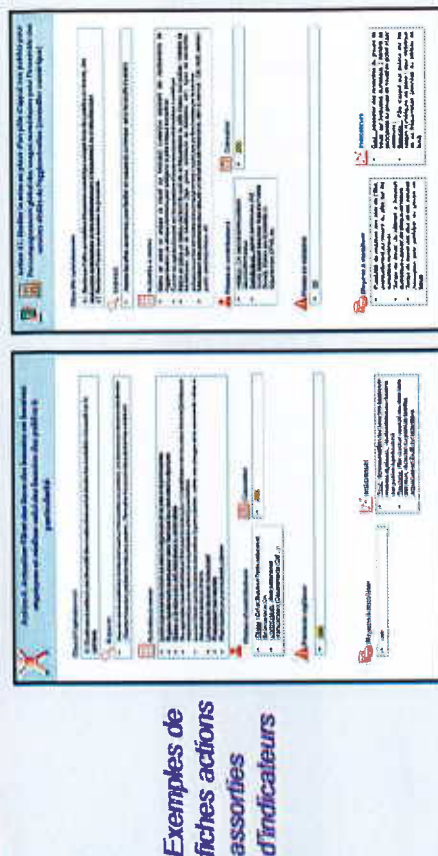
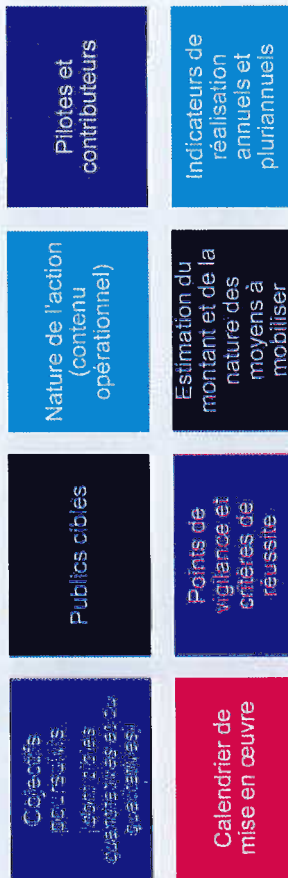
- Séance de travail interne pour ajustement du plan d'actions

Approfondissements des pistes d'actions prioritaires pour justifier et préciser chaque piste : niveau de priorité, niveau de faisabilité, portage, points de vigilance, objectifs ciblés, indicateurs associés.

- Rédaction du plan d'action avec les fiches-actions associées, consolidation du document final et d'une synthèse

Le plan d'actions

Nous rédigerons des fiches actions détaillant au maximum les informations nécessaires par action retenue :



Précisions méthodologiques

PHASE 3 : Préconisations et élaboration d'un plan d'actions opérationnel

3

Objectifs :

- ✓ Définir des pistes d'actions avec les acteurs et partenaires, incluant la prise en compte du regard des personnes concernées
- ✓ Formaliser le plan d'actions associé
- ✓ Construire un observatoire des besoins sociaux qui pourra ensuite être utilisé et mis à jour par la communauté de communes

Modalités de travail

Etape 3.3 : Restitution

- Préparation et animation du comité de pilotage #3 de restitution du rapport final

Ce comité de pilotage final aura vocation à **présenter l'ensemble des travaux auprès des membres du comité de pilotage.**

Il aura été préparé en amont avec le référent de la mission. Nous rédigerons un support de présentation retraçant les étapes de la mission, les **éléments saillants du diagnostic et le plan d'actions.**

Nous vous proposons de **convier également le panel de personnes concernées ayant participé aux groupes de travail** en phase 2 et 3 afin qu'ils soient pleinement associés jusqu'à l'issue de la démarche.

Un compte-rendu synthétique des échanges sera transmis par la suite à l'ensemble des participants.

Le rapport final, comprenant l'état des lieux et les fiches actions prioritaires, vous sera envoyé postérieurement au comité de pilotage afin de prendre en compte d'éventuelles demandes d'ajustement.



© 2023 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.

Envoyé en préfecture le 07/11/2023

Reçu en préfecture le 07/11/2023

Publié le

ID : 080-200070969-20231106-2023_0611_03-DE



03

Présentation du candidat

© 2023 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.



KPMG secteur public

ENEIS by KPMG : l'histoire d'un rapprochement

Conscient des enjeux et problématiques propres au secteur public national et local, **KPMG** a créé il y a plus de **30 ans** un département spécifique dédié au conseil aux entités publiques et parapubliques. Les professionnels de **KPMG** interviennent sur l'ensemble du territoire grâce à leur implantation dans douze villes et accompagnent aussi bien les collectivités locales, l'Etat, les opérateurs publics, les agences nationales, que les structures sanitaires et médico-sociales.

ENEIS conseil, créé en 2004, est un cabinet leader dans la définition des stratégies d'action publique, l'évaluation des politiques publiques et la transformation des organisations publiques et parapubliques. **L'équipe intervient notamment dans le champ des politiques de solidarité**, avec une valeur différenciante autour de l'innovation, des expertises thématiques et des solutions sur mesure pour les territoires.

Fort de ce rapprochement, **KPMG Secteur Public** est devenu en 2018 le leader du conseil auprès du secteur public et parapublic local avec plus de **160 consultants implantés dans toutes les régions, en métropole et en outre-mer**, permettant de proposer une offre globale : développement territorial, éducation et familles, insertion et emploi, aménagement et urbanisme, hébergement et logement, santé et offre de soins, dépendance et handicap, management des organisations et des ressources humaines, optimisation et maîtrise des risques...

Expertise de haut niveau, culture du sur-mesure, et proximité avec les collectivités sont les trois valeurs à l'origine de ce projet d'offre de service exclusivement destinée au service public.



© 2023 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.



DÉSORMAIS, ENEIS ET
KPMG NE FORMENT
PLUS QU'UN SEUL
CABINET

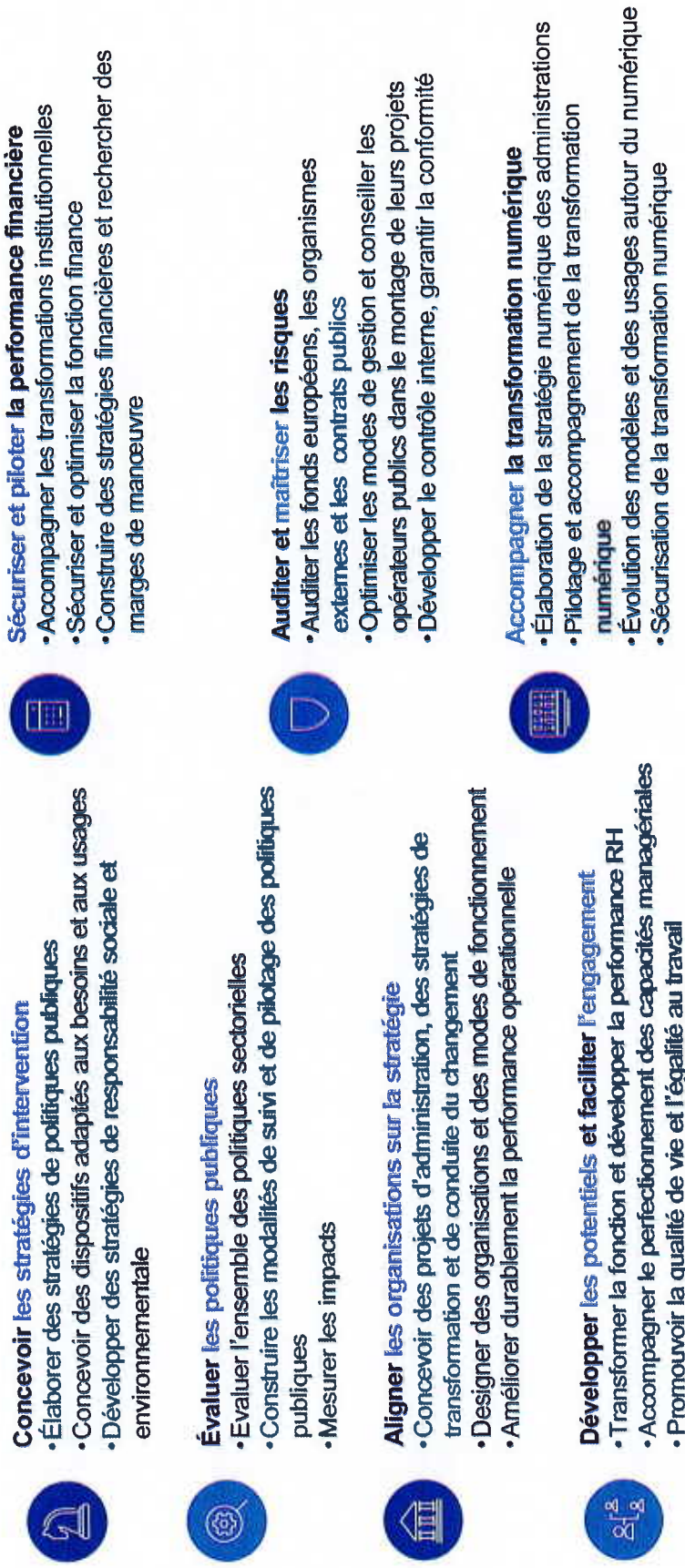
Prônant leurs valeurs communes

- une forte expertise
- une proximité permanente avec nos clients
- une exigence d'opérationnalité dans nos recommandations
- une innovation constante dans méthodes et nos approches

KPMG secteur public

Nos expertises techniques

200 professionnels dédiés au secteur public local organisés en 7 métiers



KPMG secteur public

Nos expertises sectorielles dans le champ des solidarités

Vous trouverez ci-dessous une illustration détaillant les thématiques clés sur lesquelles nous disposons d'une expertise et de références associées, concourant à notre excellente connaissance des politiques publiques de solidarités.

Education – Familles - Jeunesse

- Etudes quantitatives et qualitatives sur les dispositifs d'accueil du jeune enfant et de soutien à la parentalité ;
- Stratégies de réussite éducative et lutte contre le décrochage scolaire et le décrochage étudiant ; animation, suivi et évaluation des Cités éducatives ;
- Appui à l'élaboration, à l'évaluation et la mise en œuvre de dispositifs concourant à la protection de l'enfance (services de PMI, P.J.J, établissements et services de milieu ouvert, dispositifs de placement, etc.)
- Schémas départementaux des services aux familles (SDSF) ;
- Elaboration et renouvellement de conventions territoriales globales avec la Caf (CTG).

Action sociale - Accès aux droits - Lien social

- Expérimentation / transformation de dispositifs (action sociale de proximité, référent de parcours, premier accueil social, plateformes d'accueil et d'orientation) ;
- Analyses de besoins sociaux ;
- Structuration du réseau des France services ;
- Stratégies d'animation de la vie sociale et partenariats avec les centres sociaux et espaces de vie sociale ;
- Accompagnement de structures, établissements et services sociaux et médico-sociaux ;
- Diagnostics sur l'illettrisme.

Emploi – Insertion – Développement économique

- Déploiement du Service Public de l'Insertion de l'Emploi (SPIE) ;
- Etudes quantitatives et qualitatives sur des publics spécifiques (bénéficiaires du RSA, travailleurs non-salariés, etc.) ;
- Accompagnement des territoires dans l'élaboration, l'appui à la mise en œuvre et l'évaluation de leurs stratégies d'action publique en matière d'insertion, d'emploi et de développement économique ;

Autonomie – santé

- Schémas Autonomie ;
- Stratégies territoriales dans l'aide à domicile ;
- Habitat inclusif ;
- Schémas d'organisation sociale et médico-sociale ;
- Contrats locaux de santé ;
- Projets territoriaux de santé mentale

Habitat - Logement

- Programmes Locaux de l'Habitat (PLH) ;
- Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux (PLUI-H) ;
- Plans Départementaux de l'Habitat (PDH) ;
- Logement et hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) ;
- Politiques de peuplement / réforme des attributions (CIA, PPDG...) ;
- Etudes thématiques : réaménagement / centres-bourgs / habitat

Politique de la Ville

- Elaboration et évaluation de contrats de Ville ;
- Elaboration de Programmes de Renovation Urbaine et de Plans Stratégiques Locaux ;
- Accompagnement à la mise en place de Conseils Citoyens ;
- Gestion Urbaine de Proximité.



© 2023 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.

KPMG secteur public

Une expertise reconnue en matière de traitement et visualisation de la donnée

Le Bureau Enquêtes et Analyses est un pôle support du cabinet, dirigé par Florian FULCO qui est membre de l'équipe de réalisation. Il s'est constitué sur la volonté de développer, en collaboration avec les différentes équipes du cabinet, des outils innovants à visée pédagogique (analyses statistiques, cartographie, enquêtes, analyses prospectives...) et permettant de diversifier les aides à la prise de décision pour les élus ou différents professionnels. **A la croisée des chemins entre le développement et la recherche appliquée, il poursuit ainsi plusieurs objectifs :**



Consolider la donnée

- Consolidation des données publiques (Insee RGP, FILOSOFI, BPE, CAF, Pôle emploi, CPAM, etc) à tous les échelons géographiques (du local au national)
- Consolidation de données transmises non publiques (nettoyage des bases, appariement, etc)
- Intégration des données dans des modules de datavisualisation (Power BI)



Piloter les enquêtes

- Elaboration et construction du questionnaire
- Diffusion du questionnaire auprès de la population cible (en ligne ou papier, échantillonnage, etc)
- Recueil des résultats
- Traitements et analyses (redressement, tris à plat, tris croisés, corrélation,...)
- Logiciel utilisé : Sphinx



Traiter la donnée

- Utilisation de l'analyse statistique simple et multivariée (régression, ACM, ACP, AFC, classification, etc) pour définir des typologies de publics ou territoires
- Mise en place de modèles prospectifs à des échelles géographique locales (projections démographiques)

Elaboration de modèles de projections pour des publics spécifiques (effectifs scolaires, BRSA, APA, etc)

Produire des cartographies

- Utilisation de la cartographie pour représenter spatialement les disparités socio-démographiques et économiques (cartographie thématique, isochrone, géolocalisation et géocodage, temps d'accès, zone de chalandise, sectorisation, etc),



© 2023 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.

Envoyé en préfecture le 07/11/2023

Reçu en préfecture le 07/11/2023

Publié le

ID : 080-200070969-20231106-2023_0611_03-DE

KPMG secteur public

Notre expertise en matière de concertation et de facilitation

L'ensemble des consultants KPMG Secteur Public a été formé aux différents outils et techniques d'animation de groupes de travail et assume chaque année l'animation de plusieurs dizaines de temps de concertation sous des formats divers (tables-rondes, world café, séminaires, ateliers, focus group, etc.). Par ailleurs, nous mettons à votre disposition des compétences complémentaires issues du Lab innovation de KPMG, spécialisé dans le design de service et notamment de politique publique.

Notre expertise en matière de concertation se concrétise par les moyens suivants :

- Une maîtrise des méthodes d'animation collaboratives par nos consultants : formation des consultants, mise en application des méthodes sur le terrain, sensibilisation des commanditaires à celles-ci en vue de leur duplication / transfert ;
- Une capitalisation des méthodes d'animation (cf. Annexe B) : production d'une banque documentaire matérialisée par un ensemble de fiches descriptives des méthodes d'animation compilées dans un dossier de capitalisation ;
- Une veille sur les méthodes d'animation émergentes : valorisation des travaux du Lab Innovation de KPMG et de son offre de services en matière de design notamment, identification des nouvelles tendances collaboratives, etc.

Exemples concrets : à titre d'exemple, l'équipe a été récemment formée à la méthode du design de service par un organisme spécialisé. Durant cette formation de deux jours, la logique de la méthode a été présentée (constitution d'une équipe-projet représentative et diversifiée) ainsi que ses différents outils (ex : carte d'empathie, modélisation du parcours utilisateur, etc.) tout en travaillant sur la posture méthodologique à adopter (ex : facilitateur vs. animateur apporteur de contenu). D'autres consultants en interne sont formés, par exemple, à la méthode de la fresque du climat, ou au sketchnoting afin de mettre en valeur des idées dans un format graphique et pédagogique.

KPMG secteur public

Nos engagements : proximité et responsabilité



Leader sur le marché depuis 30 ans, avec plus de
200 experts implantés sur 16 sites, KPMG
Secteur Public privilégie une **forte proximité** avec
les acteurs publics locaux.



En 2022, KPMG est devenu une entreprise à mission et s'engage à
adopter une démarche active pour réduire son impact

environnemental :

KPMG a annoncé une ambition forte pour la planète : atteindre la
neutralité carbone d'ici 2030.

Pour ce faire, une véritable politique de décarbonisation a été mise en
place : le cabinet a pour objectif de réduire les externalités négatives
de son activité et de compenser ce qui ne peut être réduit ou
supprimé.

KPMG secteur public

Nos engagements en matière de réduction de l'empreinte carbone de nos activités

Afin de lutter contre le changement climatique, KPMG prend en compte les recommandations du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Conscient de l'urgence du sujet, KPMG a bâti sa feuille de route et sa trajectoire de réduction de carbone en visant à contribuer à l'effort mondial pour limiter le réchauffement de la planète à un niveau inférieur à 1,5°C, qui suppose d'atteindre la neutralité carbone, à l'échelle de la planète, en 2050.

Nos engagements déclinés en 4 leviers

- Réduire de 50 % nos émissions de CO2 selon une trajectoire approuvée par l'initiative Science Based Target à horizon de 2030
- Étudier la façon de compenser nos émissions résiduelles ne pouvant être réduites pour s'inscrire dans une ambition de « zéro émissions nettes » à 2050.

01

Réduire l'impact des achats de biens et de services en développant une politique d'achat responsable

02

Réduire l'impact des déplacements professionnels et des trajets entre domicile et bureau avec l'instauration d'une nouvelle politique voyage et déplacements

03

Réduire les consommations énergétiques, favoriser les consommations en énergies renouvelables et limiter les consommations de ressources naturelles telles que l'eau

04

Réduire la consommation énergétique des équipements informatiques en adoptant une stratégie écologique et en promouvant la sobriété numérique



KPMG comptabilise et reporte chaque année aux autorités compétentes le bilan des émissions de gaz à effet de serre (GES) de son activité en France, et ce depuis 2012.

Le cabinet prévoit de s'équiper en 2023 d'un outil de calcul des émissions carbone pour un suivi plus fin et pour pouvoir accompagner les fournisseurs et sous-traitants dans la réalisation de leur propre bilan.

© 2023 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.

30

Envoyé en préfecture le 07/11/2023

Reçu en préfecture le 07/11/2023

Publié le

ID : 080-200070969-20231106-2023_0611_03-DE

S²LOW

04

Références

© 2023 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.

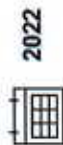


Emploi – Insertion – Développement économique

Référence détaillée d'une intervention sur votre territoire



Prestation
d'accompagnement
à la définition du
fonctionnement et des
modalités d'un réseau
d'accueil du SPIE



2022



28 450 € HT



Adrien METZINGER
Senior Manager



© 2023 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.

Contexte

- Des enjeux de consolidation des réseaux d'accueil social de proximité sur le territoire d'action sociale Somme Santerre, avec des points d'accueil aux rôles et modalités d'intervention ayant vocation à gagner en lisibilité et en homogénéité, afin d'assurer une meilleure prise en charge des bénéficiaires et favoriser un retour à l'emploi accéléré.
 - Une grande diversité des points d'accueil du champ de l'insertion recevant du public (Département, Pôle Emploi, Missions locales, CAF, MSA, secteur associatif...)
 - Une diversité des modalités d'accueil et d'accompagnement des bénéficiaires
 - Un territoire aux besoins sociaux marqués
 - Une appréhension circonscrite du public en insertion

Objectifs

- Consolider le réseau d'accueil territorial en renforçant les coopérations entre acteurs, pour apporter de la simplicité et de la lisibilité dans les modalités de prise en charge des bénéficiaires et accélérer le retour à l'emploi
- Développer le réseau d'accueil territorial en proposant une démarche de labellisation des organismes du champ de l'insertion et de l'emploi, afin de garantir l'homogénéité de l'offre de service

Méthodologie

Les principales étapes de travail et outils déployés :

- ❖ **Étape 1** : Cadrage et lancement de la mission : cadrer les attentes du Département et la méthodologie d'intervention, analyser l'existant sur la base des études documentaires et statistiques réalisées en chambre, élaborer et valider la feuille de route en préparation de la phase 2
- ❖ **Étape 2** : Accompagnement à l'organisation, l'animation et la restitution d'un cycle d'ateliers thématiques
- ❖ **Étape 3** : Elaboration et restitution du bilan de synthèse intégrant un diagnostic de l'existant et des éléments de préconisation par thématique

Envoyé en préfecture le 07/11/2023

Reçu en préfecture le 07/11/2023

Publié le

ID : 080-200070969-20231106-2023_0611_03-DE



Stratégie Pauvreté

Accompagnement à l'élaboration du diagnostic préalable à la signature du Pacte local des Solidarités 2023-2027

- DDETS de l'Aisne
- DDETS du Cher
- DDETS des Côtes d'Armor
- DDETS du Nord
- DDETS du Doubs
- DDETS de l'Indre
- DDETS du Morbihan
- DDETS de la Nièvre
- DDETS de l'Oise
- DDETS du Pas-de-Calais
- DDETS du Puy-de-Dôme
- DDETS de la Somme
- DDETS de l'Essonne
- DREETS d'Auvergne-Rhône-Alpes
- DREETS de la Corse

Education - Familles - Jeunesse

Politiques familiales

- Caf des Hauts-de-Seine (2022-2026) Appui à l'élaboration et au suivi des schéma départemental des services aux familles
- Département du Finistère (2022) Evaluation du schéma départemental des services aux familles
- Caf du Gard (2020-2024) Elaboration et suivi-évaluation du schéma départemental des services aux familles
- Caf de la Nièvre, Bilan du Schéma Départemental des Services aux Familles 2017-2021 et réalisation du nouveau SDSF, 2022
- Caf des Pyrénées Orientales, Elaboration du schéma de services aux familles, 2021
- Haut Conseil de la Famille, de l'Enfance et de l'Âge (2021) Etude sur l'adaptation des politiques familiales dans les Départements et Région d'Outre-Mer
- Ville de Sartrouville (Yvelines), Convention territoriale globale, 2023
- CA de Vitré Communauté (Ille-et-Vilaine), Convention territoriale globale, 2023
- CA du Grand Périgueux (Dordogne), Convention territoriale globale, 2022
- CA Portes-de-France Thionville, Convention territoriale globale, 2021
- Commune de Carrières-sur-Seine (Yvelines), Convention territoriale globale, 2022
- Commune de Nevers (Nièvre), Convention territoriale globale, 2021

Accueil du jeune enfant et accompagnement à la parentalité

- Ville de Cherbourg-en-Cotentin (Manche), Etude petite enfance et élaboration du schéma d'accueil du jeune enfant, 2023
- Ville de Reims (Marne), Accompagnement sur l'évolution des missions du guichet unique de la petite enfance, 2022
- Ville de Laval (Mayenne) : Etude de besoins sur la politique publique petite enfance et les préconisations pour la construction et l'exploitation d'une ou plusieurs crèches ainsi que l'élaboration d'un plan d'action, 2022
- Ville de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), Renouvellement du schéma communal de la petite enfance 2022-2027, 2022
- Département de la Mayenne, Accompagnement pour l'élaboration du Projet Educatif Départemental 2022-2028, 2022
- Caf des Côtes d'Armor, Etude enfance, 2021
- Ville de Cenon (Gironde), Etude diagnostic et prospective relative aux orientations petite enfance, enfance et jeunesse, 2021
- Ville d'Anglet (Pyrénées-Atlantiques), Mission : Diagnostic des politiques petite enfance, enfance et jeunesse, 2021

Protection de l'enfance

- Collectivité de Corse, Accompagnement au pilotage et à la mise en œuvre d'actions du Schéma territorial en faveur de l'Enfance et de la Famille, 2023
- Département des Côtes-d'Armor, Audit organisationnel et Audit financier et RH du CDEF
- Département des Hautes-Pyrénées, Etude prospective en protection de l'enfance, 2022
- Département de l'Yonne, Audit PMI et élaboration du schéma départemental PMI, 2022
- Département de Vendée, Accompagnement à l'élaboration du schéma Vendée Enfance Famille 2022-2026, 2022
- Département du Val-de-Marne, Assistance sur le schéma départemental de la prévention et de la protection de l'enfance et de la jeunesse, 2021
- Département de l'Aisne, Accompagnement dans la mise en œuvre d'actions retenues dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance 2020-2022



© 2023 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.

Education - Familles - Jeunesse

Politiques éducatives locales

- CC Ouest Centre Manche, Elaboration du Projet Educatif Social Local, 2023
- Département de Mayenne, Accompagnement pour l'élaboration du Projet Educatif Départemental 2022-2028, 2022
- Ville d'Orsay (Essonne), Accompagnement à l'élaboration et à la rédaction du nouveau projet éducatif municipal, 2021
- Ville de Nancy, Diagnostics 0-6 ans et 16-25 ans, 2020
- CC de Touraine-Est-Vallées (Indre-et-Loire), Accompagnement dans l'élaboration du projet éducatif communautaire, 2019
- Ville de Saint-Egrève (Isère), Enquête sur les rythmes de l'enfant, 2019
- Ville de Brest, Evaluation de la réforme des rythmes scolaires, 2018
- Caisse d'allocations familiales (Caf) des Côtes d'Armor, Etude sur les besoins et l'offre d'accueil de loisirs

Réussite éducative et parcours éducatifs

- Ville de Dijon (2022) Accompagnement au repositionnement stratégique du Programme de réussite éducative
- Conseil régional Bourgogne Franche Comté (2020) Évaluation du Programme pluriannuel d'équipement des lycées
- Agence nationale pour la Cohésion des Territoires, Elaboration d'un outil de pilotage et de suivi national des programmes de réussite éducative, 2021
- Somme Numérique, Evaluation du déploiement des Espaces Numériques de Travail (ENT) et autres outils numériques au sein des écoles de la Somme, 2019
- Préfecture de la région Ile-de-France, Etat des lieux et évaluation de la mise en œuvre des programmes de réussite éducative dans les quartiers prioritaires en Ile-de-France, 2019
- Ville de Gennevilliers, Assistance à maîtrise d'ouvrage et conseil au pilotage et à l'animation de l'Observatoire de la Cité Educative, 2020-2023
- Ville de Valenciennes, Evaluation d'impact de la Cité éducative d'Anzin-Valenciennes, 2020-2023
- Ville d'Epinau-sur-Seine, Evaluation in itinere de la Cité éducative, 2023

Mobilité et insertion des jeunes

- Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), Mission d'appui à la structuration d'un projet d'insertion, de formation et d'emploi de la jeunesse des Savanes au sein du Centre Intercommunal Sport, Education et Culture (CISEC), 2023
- Conseil régional Bourgogne Franche-Comté, Evaluation du dispositif ORDIL de prêt d'ordinateurs aux lycéens, 2022
- Conseil économique, social et environnemental régional (CESER) du Centre-Val-de-Loire, Evaluation des politiques publiques en faveur de la lutte contre le décrochage des étudiants en 1ère année postbac, 2019
- Commission européenne / Ministère de l'Education nationale, de la jeunesse et des sports, Accompagnement pour l'amélioration de la qualité et de l'effectivité des Campus des Métiers et des Qualifications, 2021
- Ministère du travail, Direction générale à l'emploi et à la formation professionnelle, Evaluation 2018 de l'Initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ) en France, 2018
- FACE (Fondation Agir Contre l'Exclusion), Evaluation du projet TEKNIK, 2019



© 2023 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.

Envoyé en préfecture le 07/11/2023

Reçu en préfecture le 07/11/2023

Publié le

S²LOW

ID : 080-200070969-20231106-2023_0611_03-DE

Action sociale territoriale - Accès aux droits - Lien social

Analyse des besoins sociaux et observatoires territoriaux

- Département de la Manche et CAF de la Manche (2016-2020) Mise en place d'un Observatoire départemental pour la petite enfance, l'enfance, la jeunesse, la parentalité, l'animation de la vie sociale et l'accès aux droits
- Communauté d'agglomération de La Rochelle (Charente-Maritime) (2022) Analyse des besoins sociaux
- Ville de La Hague (Manche) (2022) Analyse de besoins sociaux
- Ville de Villeneuve d'Ornon (Gironde) (2021) Analyse de besoins sociaux
- Ville d'Albi (Tarn) (2021) Analyse de besoins sociaux
- Ville de Bezons (Val d'Oise) (2021) Analyse de besoins sociaux
- Ville de Montesson (Yvelines) (2021) Analyse des besoins sociaux
- Ville de Villepreux (Yvelines) (2021) Analyse des besoins sociaux

Animation de la vie sociale

- Ville de Mérygnac (2022) Réalisation d'un schéma directeur des maisons des habitants
- Ville de Lormont (2022) Accompagnement à l'élaboration du projet social des centres sociaux de la Ville
- Ville d'Epinay-sur-Seine : Accompagnement des centres sociaux et centres de loisirs de la ville
- Ville de Paris : Elaboration de la charte des engagements réciproques entre la Ville et les associations
- Ville de Brest : Elaboration d'une charte commune à l'ensemble des opérateurs du territoire
- Ville de Dunkerque : Refonte de la convention entre la ville et l'association gérant les maisons de quartier

Lutte contre les exclusions, illettrisme et apprentissage de la langue

- Agence nationale de lutte contre l'illettrisme : Diagnostic territorial de l'illettrisme en Région Hauts-de-France (2023)
- Agence nationale de lutte contre l'illettrisme : Diagnostic territorial de l'illettrisme en Guadeloupe (2022)
- Département de l'Aube : Etude sur le public allophone (2021)
- CCAS de Bourg-en-Bresse : Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration du Contrat territorial d'accueil et d'intégration de la commune de Bourg-en-Bresse (2020)

Accès aux droits et lutte contre le non recours

- Agence nationale de la cohésion des territoires (2023) - Appui à la structuration de l'animation départementale du réseau France services
- Département du Tarn-et-Garonne - Etude pour l'élaboration du Schéma Départemental de l'amélioration de l'accessibilité des services au public
- Département de la Haute-Garonne - AMO pour l'élaboration du Schéma Départemental de l'amélioration de l'accessibilité des services au public
- Département du Nord - AMO pour l'élaboration du Schéma Départemental de l'amélioration de l'accessibilité des services au public
- Département de la Creuse - Elaboration du Schéma Départemental de l'amélioration de l'accessibilité des services aux publics
- Collectivité territoriale de Guadeloupe - Elaboration du Schéma Départemental de l'amélioration de l'accessibilité des services aux publics

Action sociale territoriale - Accès aux droits - Lien social

Accès aux droits / accueil social / territorialisation de l'action sociale (dont Stratégie Pauvreté – ASIP et référent de parcours)

- CCAS de Gonesse (2023) – Audit organisationnel du CCAS
- Département Haute-Savoie (2023) – Formation des membres de la Direction Générale des Services et de la Direction du Conseil en Organisation et en Gestion aux Solidarités (dont ASIP et référent de parcours)
- CCAS d'Epinay sur Seine (2022) – Audit du CCAS et assistance à la conception d'une dynamique partenariale autour du droit commun
- Département de la Meuse (2022) – Accompagnement à la conception des référentiels du travail social et à l'intégration du référent de parcours dans l'organisation départementale
- Département de la Meuse (2022) – Formations à la référence de parcours pour les intervenants sociaux du Département
- Département de l'Eure (2022) – Etude organisationnelle et sociale de la Délégation aux Solidarités et préfiguration des territoires d'action sociale de demain
- Département de la Manche (2022) – Audit de la DGA Solidarités et assistance à l'évolution des modes de gestion de l'action sociale de proximité
- CCAS de Fleury Les Aubrais (2021) – Audit du CCAS et intégration de l'ASIP dans l'offre de service du CCAS
- Département de l'Essonne (2020) – Accompagnement au déploiement d'une expérimentation de la référence de parcours
- Département des Yvelines (2019) – AMO pour diagnostic et conventionnement entre le Département et les CCAS des Yvelines dans le cadre de l'ASIP
- Département Pas-de-Calais (2018 – 2023) – AMO pour le déploiement de l'action sociale de proximité et la référence de parcours
- Département Pas-de-Calais (2018 – 2023) – AMO pour le déploiement de l'ASIP

Emploi - Insertion - Développement économique

Programmes départementaux d'insertion (PDI) et Pactes territoriaux d'insertion (PTI)

- Département de La Réunion (2023) - Marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'évaluation in itinere du programme départemental d'insertion
- Département des Pyrénées-Atlantiques (2022) - Prestation d'accompagnement à l'évaluation du programme départemental d'insertion (PDI), du pacte territorial d'insertion (PTI) et des sept déclinaisons territoriales (PTLI), et d'élaboration des documents finaux PDI, PTI et PTLI 2023-2028
- Collectivité de Corse (2022) - Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration du Pacte Territorial d'Insertion de la Collectivité de Corse
- Département de Loire-Atlantique (2021) - Accompagnement du Département dans l'élaboration du cadre stratégique pour l'inclusion en Loire-Atlantique 2022-2027
- Département du Cantal (2020) - Elaboration du Programme Départemental d'Insertion (PDI) et du Pacte Territorial d'Insertion (PTI) 2021-2025
- Métropole de Lyon (2020) - Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration du programme métropolitain d'insertion pour l'emploi 2021-2026
- Département des Landes (2020) - Projet d'accompagnement méthodologique à la formulation du Pacte Territorial pour l'insertion des Landes, à ses déclinaisons annuelles dans le cadre des Programmes départementaux d'insertion

Service Public de l'Insertion et de l'Emploi (SPIE)

- Département des Deux-Sèvres (2022) - Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'accompagnement à la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi (SPIE)
- Département du Cher (2022) - Accompagnement à la mise en œuvre du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi (SPIE) dans le département du Cher
- Département de Seine-et-Marne (2022) - Prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage relative à l'ingénierie liée au déploiement du Service Public de l'insertion et de l'emploi en Seine-et-Marne
- Département de Vaucluse (2022) - Mission d'accompagnement à l'animation, à la mise en œuvre d'ateliers de co-construction et à l'évaluation du déploiement du SPIE en Vaucluse
- Département de l'Eure-et-Loir (2022) - Prestation d'accompagnement pour l'élaboration du mode de gouvernance du service public de l'insertion et de l'emploi du département de l'Eure-et-Loir
- Département de la Somme (2022) - Prestation d'accompagnement à la définition du fonctionnement et des modalités d'un réseau d'accueil du SPIE
- Département de la Seine-Maritime (2022) - Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la généralisation du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi
- Département de l'Allier (2022) - Accompagnement à la définition d'une gouvernance et d'un support adapté au Service Public de l'Insertion et de l'Emploi (SPIE) et mise en œuvre dans l'Allier
- Département du Loir-et-Cher (2021) - Prestations d'accompagnement pour l'élaboration partagée du mode de gouvernance du service public de l'insertion et de l'emploi du territoire de Loir-et-Cher
- Département du Doubs (2021) - Appui méthodologique et animation de la démarche de construction du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi dans le Département du Doubs

Emploi – Insertion – Développement économique

Etudes et évaluation des politiques et dispositifs d'insertion et d'emploi

- Département de Seine-et-Marne (2022) - Prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de l'évaluation des modalités d'orientation des publics bRSA et des modalités d'accompagnement partenariales et non exclusivement spécifiques au public bRSA
- CA du Grand Angoulême (2021) - Etude d'opportunité de lancement d'une expérimentation Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée
- Fabrique DEFI Calaisis (groupement de PLIE du Nord et du Pas-de-Calais) (2021) - Etude portant sur les impacts emploi et socioéconomiques des mesures mises en œuvre par des PLIE du Pas-de-Calais et du Nord dans le cadre de la programmation 2014 – 2020 du FSE
- Département de la Savoie (2021) - Etude sur les profils des travailleurs non-salariés bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA)
- Département d'Ille-et-Vilaine (2021) - Etude sur l'évolution des effectifs d'allocataires du RSA et des montants alloués au versement de l'allocation de janvier 2016 à septembre 2020
- Département de Seine-et-Marne (2021) - Prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la refonte des dispositifs d'insertion des bénéficiaires du RSA portés par le Département de Seine-et-Marne
- Département d'Ille-et-Vilaine (2020) - Mission d'étude de faisabilité préalable à la mise en place d'une plateforme collaborative de mise en lien de l'offre et de la demande d'emploi des bénéficiaires du RSA
- Grenoble Alpes Métropole (2020) - Evaluation qualitative du dispositif Clause Sociale visant à l'insertion professionnelle des publics éloignés de l'emploi sur Grenoble Alpes Métropole
- Caisse nationale d'allocations familiales (Cnaf) (2020) - Etude sociologique d'évaluation de l'expérimentation d'une plateforme d'orientation des bénéficiaires du RSA dans la région de Béziers
- Communauté d'agglomération du Cotentin (2020) - Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) pour l'évaluation de l'activité de la Maison de l'Emploi et de la Formation du Cotentin (MEF)
- Ministère du travail, direction de l'animation de la recherche, des études (DARES) (2019) - Evaluation qualitative du programme expérimental visant à résorber le chômage de longue durée « territoires zéro chômeur de longue durée »
- Département de l'Essonne (2019) - Etude sur les populations liées au RSA en Essonne, bilan du PDI/PTI en cours et mise en place d'outils de suivi adaptés et pérennes, préalables à l'adoption du futur PDI/PTI
- Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGCS) (2019) - Réalisation d'une étude sur la mise en œuvre de la mesure d'accompagnement social personnalisé (MASP) depuis 2009

Habitat - Logement

Plans départementaux d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD)

- Communauté de communes d'Aubenas : Elaboration du second PLH de la communauté de communes du Bassin d'Aubenas
- Conseil Départemental du Val-de-Marne (2022), Elaboration du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées 2022-2028 du Val-de-Marne
- Département de l'Hérault (2022), Elaboration du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées
- Département du Tam-et-Garonne (2022), Elaboration du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées du Tam
- Département de l'Aisne (2022), Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration du plan départemental d'action pour l'hébergement et le logement des personnes défavorisées (PDALHPD) de l'Aisne
- Département du Puy-de-Dôme (2021), Evaluation du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) 2018-2022 et élaboration du PDALHPD 2023-2028
- Département de Vendée (2020), Evaluation du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) 2016-2020 et élaboration du document unique PDH-PDALHPD 2022-2027

Logement d'abord et autres politiques sociales du logement

- DDETS de Vendée (2023), Etude relative à l'amélioration de la prévention des expulsions locatives en Vendée
- Département de Haute-Savoie (2023), Elaboration du schéma de domiciliation
- DREETS de Corse (2023), Réalisation d'un diagnostic 360° en appui des politiques publiques du Logement d'abord sur le territoire corse.
- DDETS de Haute-Savoie (2022), Appui à la contractualisation de 5 associations œuvrant dans le secteur de l'accueil, de l'hébergement, de l'insertion et de l'accès au logement de Haute-Savoie
- Grand Poitiers Communauté Urbaine (Vienne) (2021), Diagnostic sur le sans-abrisme et le mal logement en vue de la mise en œuvre du logement d'abord sur le territoire
- DREAL Occitanie (2021), Réalisation d'une étude « Identifier les freins à l'accueil des publics prioritaires au sein des logements sociaux sur la région Occitanie
- Nantes Métropole (Loire-Atlantique) (2020), Suivi-évaluation du plan d'actions dans le cadre du Logement d'Abord
- Nantes Métropole (Loire-Atlantique) (2019), Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'organisation et la mise en œuvre du Fonds de Solidarité Logement (FSL) à Nantes métropole
- Commission Européenne / DIHAL (2019), Accompagnement au déploiement du Plan quinquennal pour le Logement d'Abord et la lutte contre le sans-abrisme en France
- Saint Brieuc Agglomération, Accompagnement à l'élaboration d'une politique intercommunale de gestion de la demande de logement social, d'information des demandeurs et d'attribution des logements sociaux (2019)



© 2023 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.

Envoyé en préfecture le 07/11/2023

Reçu en préfecture le 07/11/2023

Publié le

ID : 080-200070969-20231106-2023_0611_03-DE



Autonomie – santé

Autonomie et handicap

- Département de Loire-Atlantique (2022-2023) - Schéma autonomie
- CCAS de Vichy (2022-2023) - Elaboration de la feuille de route de l'autonomie
- Département de l'Isère (2015-2017) - Assistance aux services de la Direction de la Santé et de l'Autonomie du département de l'Isère pour l'expérimentation d'un modèle rénové de tarification des services d'aide à domicile autorisés et tarifés
- Département de Seine-et-Marne (2023) - Elaboration du schéma départemental de soutien à l'autonomie en faveur des personnes âgées et personnes en situation de handicap et de leurs proches aidants
- Département de l'Hérault (2022) - Assistance à l'élaboration du prochain schéma autonomie 2022-2026
- Département de l'Essonne(2022) - Elaboration du schéma autonomie 2023-2027
- Département de l'Orne (2021) - Diagnostic de l'aide aux aidants
- Département des Pyrénées Orientales (2021) - Maîtrise des dépenses sociales
- Département du Finistère (2021) - Contribution à la réalisation de l'évaluation Politique Bien Vieillir
- Département des Côtes d'Armor (2021). Accompagnement à la territorialisation des politiques PA-PH
- CCAS de Gonfreville (2021) - Diagnostic stratégique, opérationnel et financier des EHPAD, SAAD, SSIAD et appui à la transformation de l'offre

Santé

- Ville de Gagny (2022-2023) - Elaboration du contrat local de santé
- Agence régionale de santé Martinique (2022-2023) - Appui à l'évaluation du PRS 2 et l'élaboration du PRS 3
- Agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté (2021-2025) - Prestation de mise en lumière de l'offre de prise en charge des conduites addictives en Bourgogne-Franche-Comté
- Agence régionale de santé Grand Est (2021-2022) - Appui à la formalisation du CLS de Strasbourg
- Agence régionale de santé Bourgogne Franche Comté (2023) - Evaluation du Centre de Référence des Troubles des Apprentissages et du langage (CRTLA)
- Agence régionale de santé Bourgogne Franche Comté (2023) - Evaluation du dispositif des Maisons des Adolescents de la région incluant l'offre de soins en santé mentale
- Communauté de communes du Pays de Pontchâteau Saint-Gildas des Bois (2022) - Accompagnement à l'élaboration du Contrat Local de Santé pour le territoire de la communauté de communes du Pays de Pont-Château – Saint Gildas des Bois
- Agence régionale de santé Grand-Est (2022) - Diagnostic des réseaux spécialisés de la région et préconisations pour leur évolution
- Agence régionale de santé Ile-de-France (2022) - Préfiguration du DAC 78 Nord
- Communauté d'agglomération du Cotentin (2021) - Diagnostic des actions de promotion de la santé et proposition d'un plan d'actions
- Agence régionale de santé Ile de France (2021) - Appui à la restructuration des réseaux précarité et à la structuration de parcours de santé précarité gradués
- ARS Grand Est (2021) - Evaluation de l'expérimentation ARRIANA (RDRD Alcool)
- ARS Bretagne (2021) - Accompagnement à la mise en place et à l'évaluation d'équipes mobiles en addictologie dans 3 départements



© 2023 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.

Envoyé en préfecture le 07/11/2023

Reçu en préfecture le 07/11/2023

Publié le

ID : 080-200070969-20231106-2023_0611_03-DE

S2LOW

Politique de la Ville

Elaboration et évaluation de Contrats de ville

- Communauté urbaine de Dunkerque : Evaluation et réécriture du contrat de ville
- Roennais Agglomération : Evaluation du Contrat de ville (2015-2022) et Elaboration d'un nouveau cadre contractuel en matière de politique de la ville 2023-2028
- CA de Val Parisis : Analyse dans le cadre de l'évaluation des Contrats de Ville de Val Parisis
- Communauté d'agglomération Porte de l'Isère, Evaluation des dispositifs liés à la Politique de la ville et élaboration de la future contractualisation Politique de la ville
- Nantes Métropole, Evaluation finale du Contrat de ville (Lot 1)
- Toulon Métropole, AMO dans le cadre d'une mesure d'impacts et d'évaluation qualitative du Contrat de Ville Métropolitain
- CA de la Porte du Hainaut : Evaluation finale du Contrat de Ville et la préfiguration d'un Projet Territorial de Cohésion sociale (2022)
- Communauté d'agglomération Saint-Germain Boucles de Seine : Evaluation finale du Contrat de Ville (2022)
- Grand Orly Seine Bièvre : Evaluation finale du Contrat de ville (2022)
- Communauté d'Agglomération Creil Sud Oise : Evaluation finale des Contrats de Ville (2022)
- Communauté d'Agglomération Maubeuge Val de Sambre, Evaluation finale du Contrat de Ville 2015-2020
- Etablissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre, Renovation des Contrats de ville du Grand Orly Seine Bièvre
- Communauté d'Agglomération Creil Sud Oise, Evaluation à mi-parcours du Contrat de Ville
- Ville de Thiers, Evaluation à mi-parcours du Contrat de Ville et élaboration du Protocole d'engagements renforcés et réciproques de la CC Thiers Dore et Montagne
- Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart, Evaluation à mi-parcours des Contrats de Ville de l'Agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart (volet Participation des habitants)

Sélection de nos références en lien avec la gestion sociale et urbaine de proximité

- Ville de Wallers-Arenberg, Réalisation d'une étude de définition pour une démarche de GUSP et lancement de l'accompagnement pour la co-conception du « territoire renouvelé »
- Communauté d'agglomération Cap Excellence, Bilan et accompagnement à l'élaboration de conventions de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité
- Agence Nationale pour la Renovation Urbaine (ANRU), Appui à la mise en œuvre opérationnelle des programmes soutenus par l'ANRU - lot 5 : « Gestion et sûreté urbaine dans le cadre des PRU »
- Ville de Lisieux, Accompagnement pour la rédaction d'une charte de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité
- Ville de Saint-Denis, AMO en matière de Gestion Urbaine de Proximité – secteur Basilique
- Ville de Bobigny, AMO relative à la démarche Gestion Urbaine de Proximité

05

Annexes

■ CV détaillés de l'équipe d'intervention Méthodes de concertation



© 2023 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.

Adrien METZINGER



Nom	Adrien METZINGER
Fonction	Senior Manager en charge du pôle Insertion Développement Economique et Emploi
Formation et diplômes	Master en Management public, filière collectivités territoriales, double diplôme HEC – Sciences Po Paris HEC Paris, programme Grande Ecole Formation Welcome Europe, Gestion des fonds structurels
Parcours professionnel	Depuis 2012 : Consultant, KPMG Secteur public
Références-clés	Solidarités • Départements du Nord, du Pas-de-Calais, de l’Aisne, de la Somme, de l’Oise, du Puy-de-Dôme, du Cher, de l’Indre, du Morbihan, des Côtes-d’Armor, de la Nièvre, de l’Essonne, du Doubs : Diagnostic territorial préalable à l’élaboration d’un Pacte Local des Solidarités • DREETS de la Corse : Diagnostic territorial préalable à l’élaboration d’un Pacte Local des Solidarités • DREETS Auvergne-Rhône-Alpes : Elaboration d’une synthèse régionale des diagnostics territoriaux préalables à l’élaboration de Pactes Locaux des Solidarités • Elaboration du schéma unique des solidarités 2022 – 2026, Département de la Seine-Maritime Insertion et emploi • Départements du Cher, de Seine-et-Marne, de Vauduse, de l’Eure-et-Loir, de la Somme, de Seine-Maritime, des Deux-Sèvres, du Doubs, du Loir-et-Cher : Accompagnement à la mise en œuvre du SPIE • Départements de La Réunion, des Pyrénées-Atlantiques, des Landes, du Cantal, du Tam, de l’Yonne, de l’Allier, du Val-de-Marne, de Martinique, Collectivité de Corse, Métropole de Lyon : Elaboration et/ou évaluation de Programmes Départementaux et Pactes Territoriaux d’Insertion • Départements de Seine-et-Marne, d’Ille-et-Vilaine, de Loire-Atlantique, de Savoie : études et diagnostics sur les bénéficiaires du RSA • Evaluation qualitative du programme expérimental visant à résorber le chômage de longue durée « territoires zéro chômeur de longue durée », DARES • Evaluation de l’activité de la Maison de l’Emploi et de la Formation du Cotentin (MEF), CA du Cotentin • Evaluation du dispositif de clauses sociales, Grenoble Alpes Métropole • Etude sociologique d’évaluation de l’expérimentation d’une plateforme d’orientation des bénéficiaires du RSA dans la région de Béziers, Caisse nationale d’allocations familiales (Cnaf) • Formation des services déconcentrés de l’Etat (DR/DETS) aux politiques d’insertion et d’emploi dans le contexte de l’instauration d’un SPIE, Institut National du Travail, de l’Emploi et de la Formation Professionnelle (INTEFP)